



RÉSUMÉ ANALYTIQUE

ET APRÈS?

Leçons sur la reprise de l'éducation : résultats d'une enquête auprès des ministères de l'Éducation au milieu de la pandémie de COVID-19

JUIN 2021

L'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) la Banque mondiale et l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) ont collaboré pour la troisième série d'enquêtes sur les réponses de l'éducation nationale face à la fermeture des écoles liée à la pandémie du COVID-19, administrée par l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) et l'OCDE auprès des responsables des ministères de l'Éducation nationale. Les questions ont couvert les quatre niveaux de l'éducation : préscolaire, primaire, premier cycle du secondaire, second du secondaire. Les deux premières séries d'enquêtes ont été menées respectivement entre mai et juin 2020 et entre juillet et octobre 2020, et la troisième entre février et juin 2021. Au total, 143 pays ont répondu au questionnaire : 31 pays ont transmis leurs réponses à l'OCDE (« Enquête de l'OCDE ») et 112 pays à l'ISU (« Enquête de l'ISU »). Sept pays ont répondu aux deux enquêtes. En pareil cas, l'analyse s'est appuyée sur le jeu de réponses le plus complet.

SUIVI ET ATTÉNUATION DES PERTES D'APPRENTISSAGE DUES À LA FERMETURE DES ÉCOLES

L'intensité de la fermeture des établissements scolaires a évolué au fil du temps, mais elle a aussi beaucoup différé entre les pays. Voici les principaux points saillants sur la fermeture des écoles et les réponses apportées pour comprendre l'impact et les pertes et les atténuer :

1 FERMETURE DES ÉCOLES ET CALENDRIER : en 2020, les établissements scolaires des quatre niveaux de

l'éducation du monde entier ont été entièrement fermés pendant 79 jours de scolarité en moyenne, de 53 jours dans les pays à revenu élevé à 115 jours dans les pays à revenu intermédiaire inférieur. Au 1^{er} février 2021, 21 pour cent des pays répondants ont déclaré que les écoles avaient été fermées à cause de la COVID-19 ; aucun d'entre eux n'étaient des pays à revenu faible. Les pays ont répondu à la fermeture des écoles par la mise en place de diverses modalités d'apprentissage, notamment l'apprentissage à distance complet ou l'apprentissage hybride, ainsi que par d'autres mesures visant à atténuer les pertes potentielles d'apprentissage. Par exemple, 41 pour cent des pays ont indiqué qu'ils ont prolongé l'année scolaire, et 42 pour cent qu'ils avaient privilégié certains domaines ou certaines compétences du programme scolaire. Cependant, plus de la moitié des pays ont déclaré qu'ils n'avaient procédé ou ne procéderaient à aucun ajustement à tous les niveaux d'éducation.

2 ÉVALUATIONS D'APPRENTISSAGE : les premières données probantes laissent penser que les élèves touchés par la fermeture des écoles ont subi une baisse absolue de leurs niveaux d'apprentissage ou progressé plus lentement que prévu au cours d'une année ordinaire. Un tel impact peut toucher de manière disproportionnée les enfants défavorisés, étant donné l'inégalité de la répartition des possibilités d'accès à l'apprentissage à distance. Les résultats de l'enquête révèlent que le niveau des pertes d'apprentissage n'est guère mesuré : seul un peu plus d'un tiers des pays ont indiqué avoir pris des mesures pour mesurer les niveaux d'apprentissage dans le primaire et le premier cycle du secondaire au

moyen d'une évaluation normalisée en 2020, tandis que 58 pour cent des pays ont déclaré avoir mené des évaluations formatives dans les classes. Mesurer la perte d'apprentissage est une première étape essentielle pour atténuer ses conséquences. Il est indispensable que les pays investissent pour évaluer l'ampleur de telles pertes afin de mettre en œuvre des mesures correctives appropriées.

3 EXAMENS : à l'échelle mondiale, la pandémie de la COVID-19 a beaucoup perturbé les examens à tous les niveaux. Parmi les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur, deux sur trois dans le primaire et trois sur quatre dans le premier cycle de l'enseignement secondaire ont reprogrammé ou reporté les examens, contre quatre sur dix dans les pays à revenu intermédiaire supérieur ou élevé. À l'échelle mondiale, 28 pour cent des pays ont annulé les examens du premier cycle du secondaire et 18 pour cent ceux du second cycle du secondaire. Aucun pays à revenu faible n'a annulé les examens de ces deux niveaux. Sept pays sur dix ont concentré leurs efforts sur l'amélioration des normes sanitaires et de sécurité dans les centres d'examen pour le second cycle du secondaire. Un pays sur quatre dans le primaire et le premier cycle du secondaire, et un sur trois dans le second cycle du secondaire ont ajusté le contenu de l'examen, en modifiant le nombre de matières à passer ou les questions posées. Parmi les pays à revenu élevé, 35 pour cent ont ajusté le mode d'administration pour les premier et second cycles de l'enseignement secondaire – mais aucun pays à revenu faible. Enfin, les critères d'obtention des diplômes ont été ajustés dans 34 pour cent des pays dans le primaire et dans 47 pour cent des pays dans le second cycle du secondaire.

4 REMISE À NIVEAU : à la suite de la baisse des niveaux d'apprentissage durant la fermeture des écoles, de nombreux enfants risquent de retourner à l'école sans avoir bien assimilé le contenu du programme scolaire de leur année d'étude. Dans ces cas, des cours de rattrapage seront nécessaires pour remettre les enfants sur la bonne voie. À l'échelle mondiale, plus de deux tiers des pays ont déclaré que des mesures correctives visant à combler ces déficits d'apprentissage avaient largement été mises en œuvre pour les élèves du primaire et du secondaire lors de la réouverture des écoles. Ceci représente une augmentation par rapport à l'enquête précédente : près de deux tiers des pays qui n'avaient pas mis en œuvre de programme de remise à niveau en ont signalé un dans l'enquête actuelle. Il s'agit pour la plupart de pays à revenu élevé ou intermédiaire supérieur, moins susceptibles de rapporter la mise en œuvre de mesures de correctives plus tôt durant la pandémie. Tous niveaux de revenu confondus, les mesures correctives étaient bien moins susceptibles d'être mises en œuvre au niveau préscolaire. C'est dans les pays à revenu intermédiaire supérieur que la mise en place de mesures correctives au niveau préscolaire a été la plus faible (seul un sur trois en ont fait état). La plupart

des pays qui ont mis en œuvre des mesures correctives ont rapporté de vastes programmes pour tous les enfants qui en avaient besoin, ainsi que pour des groupes ciblés. Dans le primaire et le premier cycle du secondaire, les programmes ciblés étaient souvent centrés sur les élèves dans l'incapacité d'accéder à l'apprentissage à distance, tandis que dans le second cycle du secondaire, ils étaient le plus souvent axés sur les élèves qui devaient passer des examens nationaux.



Les gouvernements ont fait face à de nombreux défis lors du passage vers l'apprentissage à distance, comme l'insuffisance des capacités institutionnelles pour soutenir les enseignants, l'accès limité des populations vulnérables, et l'absence de politiques cohérentes et de financement pour soutenir l'apprentissage à distance.

DÉPLOIEMENT DE STRATÉGIES EFFICACES ET ÉQUITABLES D'APPRENTISSAGE À DISTANCE

Les gouvernements ont fait face à de nombreux défis lors du passage vers l'apprentissage à distance, comme l'insuffisance des capacités institutionnelles à soutenir les enseignants, l'accès limité des populations vulnérables, et l'absence de politiques cohérentes et de financement pour soutenir l'apprentissage à distance. Voici les principaux faits saillants sur le déploiement de l'apprentissage à distance et du soutien connexe :

1 MODES D'APPRENTISSAGE À DISTANCE ET EFFICACITÉ

Les réponses à la fermeture des écoles due à la COVID-19 ont compris les solutions d'apprentissage à distance, allant des pochettes à emporter aux médias audiovisuels (comme la télé et la radio) et les plateformes numériques. Les médias audiovisuels comme la radio ont été plus populaires dans les pays à revenu faible (92 pour cent) que dans les pays à revenu élevé (25 pour cent). En revanche, 96 pour cent des pays à revenu élevé ont proposé l'apprentissage à distance par le biais de plateformes en ligne pour au moins un niveau d'éducation, contre seulement 58 pour cent des pays à revenu faible. Tous groupes de revenu confondus, la plupart des pays ont eu recours à plusieurs modalités d'apprentissage à distance : plus de la moitié d'entre eux ont proposé plus de 5 modalités d'apprentissage à distance. Toutefois, l'offre de solutions d'apprentissage à distance n'a pas nécessairement entraîné leur adoption : moins de la moitié des pays ont rapporté que plus de trois élèves sur quatre ont suivi l'enseignement à distance durant la fermeture des écoles dans le préscolaire. De même, plus d'un tiers des

pays à revenu faible et intermédiaire inférieur qui proposent des cours à la télé ou la radio ont déclaré que moins de la moitié des élèves du primaire avaient été atteints. Pour s'assurer de l'adoption et de la participation, les stratégies d'apprentissage à distance doivent être adaptées au contexte, et accompagnées de l'engagement des parents et d'un soutien des enseignants et aux enseignants. Par ailleurs, l'efficacité de l'apprentissage à distance n'est pas toujours évaluée : 73 pour cent des pays ont déclaré qu'ils avaient évalué l'efficacité d'au moins une stratégie d'apprentissage à distance. Il est indispensable de produire davantage de données probantes et plus fiables sur l'efficacité de l'apprentissage à distance, en particulier dans les contextes les plus difficiles.

2 ACCÈS À L'APPRENTISSAGE EN LIGNE : pour garantir un accès équitable à l'apprentissage à distance aux communautés marginalisées des élèves et des enseignants, il est important que les pays définissent des politiques cohérentes et fournissent des ressources de soutien. Soixante-dix pour cent des pays qui ont répondu à l'enquête de l'ISU avaient un plan pour offrir l'accès à l'Internet ou bien des appareils subventionnés ou gratuits en 2021, mais seulement 25 pour cent des pays à revenu faible. De même, seuls 27 pour cent des pays à revenu faible et intermédiaire inférieur qui ont répondu à l'enquête avaient une politique complètement opérationnelle sur l'apprentissage numérique accompagnée de directives explicites, contre la moitié des pays à revenu élevé.

3 GESTION DES ENSEIGNANTS OU RECRUTEMENT : après la fermeture des écoles en 2020, la plupart des pays ont eu besoin des trois quarts de leurs enseignants pour enseigner à distance/en ligne, bien que ceci ait considérablement varié par niveau de revenu : 69 pour cent des pays à revenu élevé, mais seulement 25 pour cent des pays à revenu faible, ont demandé à tous les enseignants de participer à l'enseignement à distance/en ligne. Sur ces pays, la moitié ont demandé aux enseignants de le faire dans les locaux de l'école. À l'échelle mondiale, environ 7 pays sur 10 ont encouragé les enseignants à utiliser la téléconférence et la visioconférence, tandis que seul 1 sur 4 a encouragé les visites à domicile. En moyenne, 3 pays sur 10 en 2020 et 4 sur 10 en 2021 ont recruté des enseignants supplémentaires pour appuyer l'enseignement après la réouverture. Seuls 13 pour cent des pays à revenu faible ont recruté du personnel non-enseignant (agents de nettoyage, professionnels de santé, conseillers, agents de sécurité ou personnel informatique, etc.) contre 43 pour cent des pays à revenu intermédiaire supérieur et 53 pour cent des pays à revenu faible qui ont répondu à l'enquête.

4 SOUTIEN DES ENSEIGNANTS : le passage à l'apprentissage à distance peut être une expérience frustrante en raison de la mauvaise qualité de la connectivité, de l'absence de compétences numériques ou de la nécessité d'adapter les pédagogies à l'apprentissage à distance. La majorité

des pays ont donné des instructions aux enseignants sur l'apprentissage à distance (89 pour cent) et apporté un soutien professionnel psychosocial et affectif (78 pour cent). Hormis les pays à revenu faible, la plupart des pays ont aussi fourni aux enseignants un contenu pédagogique adapté à l'apprentissage à distance, des outils informatiques et la gratuité de la connectivité, ainsi que des activités de développement professionnel sur l'utilisation efficace des technologies au moyen de différentes méthodes pédagogiques. La plupart des pays ont rapporté que les enseignants étaient ou seraient prioritaires pour la vaccination contre la COVID-19, par le biais de mesures nationales de vaccination (57 pour cent) ou de l'initiative COVAX (9 pour cent). Les gouvernements doivent continuer à donner la priorité aux enseignants pour la vaccination afin de respecter leur engagement de rouvrir en toute sécurité les écoles à l'apprentissage en présentiel.

5 PRISE DE DÉCISION : les gouvernements ont dû prendre de multiples décisions concernant la fermeture des écoles, l'apprentissage à distance et la réouverture. Nous avons demandé aux pays de préciser à quel échelon ils avaient pris les décisions relatives aux huit mesures politiques stratégiques durant la pandémie : la fermeture et la réouverture des écoles ; les ajustements du calendrier scolaire ; les ressources pour la continuité de l'apprentissage durant la fermeture des écoles ; les programmes de soutien supplémentaire après la réouverture des écoles ; les conditions de travail des enseignants ; la rémunération des enseignants ; les mesures d'hygiène pour la réouverture des écoles ; et les changements dans le financement des écoles. Les décisions des huit mesures ont principalement été prises à l'échelon central ou en impliquant le gouvernement central avec certaines entités infranationales. Cette tendance est particulièrement vraie dans les pays à revenu plus faible, tandis que dans les pays à revenu plus élevé, certaines décisions ont été plus décentralisées. Dans l'ensemble, la plupart des pays ont pris les décisions soit exclusivement à l'échelon central ou à travers la coordination de différentes couches administratives. Cela s'applique en particulier aux décisions relatives à la fermeture /réouverture des écoles, prises exclusivement à l'échelon central dans 68 pour cent des pays et à des échelons multiples, y compris à l'échelon central, dans 21 pour cent supplémentaires des pays. Les décisions ont généralement été prises à l'échelon central en ce qui concerne l'ajustement du calendrier scolaire (69 pour cent), les changements dans le financement des écoles (53 pour cent) et les mesures d'hygiène pour la réouverture des écoles (48 pour cent). Les décisions impliquant différents échelons étaient plus courantes pour la rémunération des enseignants (58 pour cent) que pour les autres mesures politiques. Enfin, les décisions sur les programmes de soutien supplémentaire pour les élèves et sur les conditions de travail des enseignants étaient plus susceptibles d'être prises exclusivement à l'échelon des écoles, en particulier dans les pays de l'OCDE.

RÉOUVERTURE DES ÉCOLES EN TOUTE SÉCURITÉ POUR TOUS

La réouverture des écoles présente d'innombrables défis, notamment la santé, le financement et le développement d'initiatives pour garantir le retour de tous les élèves. Voici les principaux faits saillants sur la manière dont les systèmes éducatifs du monde entier les ont relevés :

1 PROTOCOLES SANITAIRES : minimiser la transmission de la maladie dans les écoles nécessite la mise en place d'un éventail de mesures. Les écoles peuvent mettre en œuvre certaines d'entre elles avec les moyens existants, d'autres requièrent un investissement supplémentaire limité, et d'autres encore supposent un investissement et une coordination plus importants, notamment avec d'autres secteurs. Les pays qui ont répondu à l'enquête de l'ISU ont en grande partie privilégié les mesures de distanciation sociale et d'hygiène des mains et respiratoire. On a constaté l'augmentation des mesures sanitaires et d'hygiène, notamment l'auto-isolation et le traçage des personnels et des élèves exposés ou à la COVID-19. Les activités qui exigent un investissement supplémentaire ou une coordination, comme le traçage et le dépistage des cas contacts dans les écoles, présentent des taux plus faibles d'adoption. Les pays à revenu faible sont en retard dans la mise en œuvre des mesures les plus élémentaires : par exemple, moins de 10 pour cent ont indiqué disposer de suffisamment de savon et d'eau potable, d'installations d'assainissement et d'hygiène, et de masques pour garantir la sécurité de l'ensemble des apprenants et des personnels, contre 96 pour cent des pays à revenu élevé. Le manque d'engagement ou de culture de la sécurité dans le public a été une préoccupation dans une majorité de pays à revenu faible et intermédiaire.

2 FINANCEMENT : la COVID-19 pose des difficultés au financement de l'éducation. La demande de financement augmente, en concurrence avec d'autres secteurs, alors que les revenus de l'état baissent. Cependant, 49 pour cent des pays ont augmenté leur budget de l'éducation en 2020 par rapport à 2019, tandis que 43 pour cent ont maintenu leur budget existant. Le financement devrait augmenter en 2021, car environ 60 pour cent des pays prévoient d'accroître leur budget de l'éducation par rapport à 2020 (cf. Figure 6.1). Un investissement supplémentaire est essentiel pour assurer l'apprentissage hybride, l'aide aux enfants vulnérables, la formation des enseignants à l'apprentissage numérique et la réouverture des écoles en toute sécurité. Les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur étaient plus susceptibles d'offrir un soutien financier aux élèves, tandis que les pays à revenu élevé étaient plus susceptibles d'augmenter la rémunération des enseignants. De même, seuls 25 pour cent des pays à revenu faible contre 96 pour cent des pays à revenu élevé ont signalé des dépenses régulières ou supplémentaires (en plus des régulières) pour l'apprentissage numérique. Une dotation supplémentaire de l'État a été la source la plus citée de financement supplémentaire dans tous les pays, particulièrement dans les pays à revenu élevé, comme l'ont

indiqué 86 pour cent d'entre eux. En revanche, 67 pour cent des pays à revenu faible ont déclaré bénéficier de l'aide au développement pour soutenir la réponse de l'éducation à la COVID-19. La majorité des pays ont indiqué qu'ils tenaient compte du nombre d'élèves ou de classes quand ils affectaient des fonds supplémentaires à l'éducation.

3 PRÉVENTION DE L'ABANDON SCOLAIRE PRÉCOCE Rouvrir les portes des écoles ne suffit pas en soi. Même après la réouverture des écoles, certains élèves, surtout les plus vulnérables, peuvent ne pas retourner à l'école. Plus de 85 pour cent des pays ont pu donner une estimation de la fréquentation en présentiel des établissements d'enseignement primaire et du premier cycle du secondaire, ce qui n'était pas possible pour un établissement sur quatre dans le préscolaire. Moins d'un tiers des pays à revenu faible et intermédiaire ont indiqué que l'ensemble des élèves avaient repris à la scolarité en présentiel. La plupart des pays à revenu faible et intermédiaire ont déclaré qu'ils appliquaient au moins une forme de mesures d'aide sociale pour encourager tous les élèves à retourner à l'école, essentiellement des modifications apportées aux installations d'assainissement et d'hygiène ou la participation communautaire. Cependant, seul un pays que quatre dans le monde offrait des incitations (espèces, repas ou transport) et l'exonération des frais de scolarité. L'examen/la révision des politiques d'accès aussi ont été rares, spécialement pour les filles, ce qui est une source de préoccupation, car les adolescentes sont les plus exposées au risque de ne pas retourner à l'école dans les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur.

PLANIFICATION APRÈS LA RÉOUVERTURE DES ÉCOLES

Rouvrir les portes des écoles devrait être une priorité dans les pays, mais ne suffit pas en soi. À mesure que les écoles rouvrent et que s'amorce une transition vers une « nouvelle normalité », l'éducation ne peut pas reprendre comme si de rien n'était. À la suite des longues périodes de fermeture, les élèves reprendront les cours avec des niveaux inégaux de connaissances et de compétences. Certains peuvent ne pas revenir du tout. Ceci est particulièrement vrai pour les enfants issus des milieux les plus défavorisés. Des problèmes liés à la santé mentale, à la violence fondée sur le genre et à d'autres difficultés peuvent être apparus ou s'être aggravés en raison de la perturbation des services scolaires. Les élèves auront besoin d'un soutien adapté et durable pendant qu'ils se réadaptent et rattrapent leur retard.

Alors que le système éducatif va de l'avant, il sera plus important que jamais de mesurer les niveaux d'apprentissage. Les responsables du système doivent connaître le niveau des pertes d'apprentissage et veiller à ce que les élèves, y compris les apprenants les plus jeunes, reçoivent un soutien adéquat et ciblé. S'appuyer sur les investissements réalisés dans les systèmes d'apprentissage à distance permettra de créer des systèmes résilients capables de résister à l'impact des crises futures. Les pays à revenu faible, en particulier, doivent recevoir le soutien dont ils ont besoin pour le faire également.